



Comment la Chine est revenue au premier plan



La tour CCTV à Pékin. (Source : MIT)

La Chine fête ce mardi 1^{er} octobre les 70 ans de la fondation de la République populaire. Les dirigeants communistes vont célébrer avec faste le retour du pays à la puissance et à la prospérité. Mais le rattrapage chinois n'a pas été un long fleuve tranquille et les grandes orientations politiques fixées par les dirigeants communistes ont connu des changements majeurs qu'il faut garder en mémoire. La Chine de Xi Jinping n'est ni celle de Mao ni celle de Deng Xiaoping.

L'HÉRITAGE DE L'EMPIRE CHINOIS ET LE DÉSIR DE REVANCHE

Au début de l'ère chrétienne, la Chine était, avec l'Inde, l'une des deux plus grandes économies du monde. Elle représentait plus du quart de la richesse mondiale, loin devant toutes les nations occidentales d'aujourd'hui. Mais personne ne le savait en Europe. Les distances étaient énormes, les liens restaient ténus et l'ignorance réciproque était la norme.

Depuis 1949, le Parti communiste chinois (PCC) a entrepris de rétablir la grandeur et la prospérité de la Chine, avec l'objectif de lui redonner une place centrale dans le monde à l'horizon 2049, année du futur centenaire de la Chine communiste.

Il est difficile de comprendre l'état d'esprit des dirigeants et de la population chinoise sans tenir compte de leur vision de l'histoire. Le « pays du milieu » (traduction littérale de Zhongguo, nom de la Chine en mandarin) sait qu'il est très longtemps resté dominant dans la sphère d'influence qui était la sienne. Les travaux d'Angus Maddison, historien de l'économie, montrent que le poids de la Chine dans l'économie mondiale est resté central depuis l'époque romaine jusqu'au XIX^{ème} siècle, avec un sommet en 1820, année où la Chine représente 36 % de l'économie mondiale. Le déclin chinois s'engage alors de façon rapide et continue jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle, accéléré par les traités

inégaux et les guerres imposées par les puissances occidentales et le Japon. En 1950, le PIB chinois ne représente plus que 4,6 % du PIB mondial et la Chine est en marge des échanges internationaux – sa part dans le commerce mondial est inférieure à 1 %.

Le projet communiste chinois est donc autant un projet nationaliste qu'une révolution sociale et politique. Les étapes du retour à la prospérité et à la puissance ont été fixées de façon très claire : société de « moyenne aisance » en 2020, première puissance innovatrice en 2035, pays moderne, prospère et puissant en 2049.

UN BILAN IMPRESSIONNANT

Rapportés à la situation de 1950, le bilan que peut afficher le PCC en 2019 est spectaculaire. La Chine est devenue la deuxième économie mondiale avec un peu plus de 16 % du PIB mondial en 2019, selon les estimations du FMI (19% en parité de pouvoir d'achat). Malgré le net ralentissement de la croissance ces dernières années, le processus de rattrapage se poursuit si l'on en croit les chiffres officiels, avec une croissance de 6 % en 2019 qui reste le double de la moyenne mondiale.

La population chinoise s'est enrichie et « l'aisance moyenne » voulue par le PCC est déjà une réalité. Selon une étude de McKinsey, les trois quarts de la population urbaine, soit 550 millions de Chinois, auront en 2022 un revenu annuel du foyer supérieur à 10 000 dollars.

La jeunesse chinoise est désormais éduquée. Alors qu'en 1950, le taux d'illettrisme dépassait 80 %, il est aujourd'hui pratiquement négligeable (moins de 5 %), et les étudiants représentent plus de 50 % de leur classe d'âge. L'espérance de vie a presque doublé : elle ne dépassait pas 43 ans en 1950 et se situe aujourd'hui à 77 ans. Le filet de sécurité sociale dont bénéficient les citoyens est encore insuffisant mais il s'est nettement développé depuis 15 ans.

Ces résultats, pour aussi spectaculaires qu'ils soient, auraient pu être bien meilleurs. Il faut en réalité distinguer trois grandes périodes dans la transformation de l'économie chinoise depuis 70 ans.

L'ÈRE DU GRAND TIMONNIER

La période 1950-1978 sous le règne de Mao Zedong, est marquée par la construction socialiste du pays avec le partage forcé des terres, la collectivisation de l'agriculture et la création des communes populaires, la nationalisation des entreprises et l'industrialisation du pays. L'éducation des masses se met en place avec 9 ans d'école obligatoire pour tous. Les « médecins aux pieds nus » de Mao s'installent dans les campagnes, permettant une progression rapide de l'espérance de vie qui passe à 66 ans en 1980. Le contrat social est celui de l'emploi pour tous et du « bol de riz en fer ».

Mais l'ambition du rattrapage est poussée jusqu'à l'absurde lors du « Grand bond en avant » des années 1958-1962. Ce dernier s'est traduit, selon les analyses du FMI, par un recul du PIB supérieur à 30 %, et il a surtout provoqué une famine gigantesque. A partir de 1966, les bouleversements de la Révolution culturelle provoquent d'autres ravages culturels, économiques et sociaux pendant près d'une décennie.

A la mort de Mao en 1976, les élites sont décimées, l'éducation supérieure est à l'abandon, le pays est exsangue. Le PIB de la Chine ne représente plus que 1,7 % de l'économie mondiale en 1980 (en dollars courants) et la part du pays dans les échanges mondiaux a régressé par rapport à 1950. Le Parti communiste ne reconnaîtra jamais ce formidable gâchis et la doctrine officielle reste qu'il y avait 70 % de bon dans le bilan de l'ère Mao.

LES 30 GLORIEUSES

Le décollage économique de la Chine à partir de 1980 a été l'œuvre de Deng Xiaoping et de ses successeurs, jusqu'à Hu Jintao à la fin des années 2000. L'abandon des communes populaires et de la planification centralisée, la généralisation progressive des mécanismes de marché agricoles comme industriels, la liberté des prix, la privatisation par étapes successives, le développement rapide des infrastructures et l'orientation vers l'exportation sur le modèle japonais ou coréen, produisent des résultats spectaculaires : la croissance économique dépasse 10 % par an pendant 25 ans, la part du commerce extérieur dans le PIB explose (elle passe de 5 % du PIB en 1970 à près de 50 % en 2010), la Chine devient le premier exportateur mondial, les zones économiques spéciales attirent une masse croissante d'investissements étrangers qui font du pays l'usine du monde. Plus récemment, à partir de l'entrée à l'OMC en 2001, la Chine devient en 15 ans le deuxième investisseur de la planète et le deuxième prêteur mondial, en particulier à l'égard des pays en développement.

Le coût social et environnemental de cette formidable émergence est néanmoins très élevé. En 2018, la Chine reste confrontée à l'immense défi d'une croissance durable.

LA « NOUVELLE NORMALITÉ »

Nous sommes clairement entrés depuis 2010 dans une troisième phase dont l'issue est incertaine. Le gouvernement réagit à la crise financière de 2008-2009 en soutenant la croissance par un gigantesque programme d'infrastructures qui génère une croissance très rapide de la dette, avant de se résoudre à faire face aux déséquilibres structurels de l'économie chinoise. La croissance à marche forcée de la décennie précédente était fondée sur une hypertrophie de l'investissement et un primat de l'industrie – notamment l'industrie lourde – au détriment de l'environnement et de la consommation, avec une dépendance trop marquée à l'égard des marchés mondiaux.

Le Parti communiste s'efforce de réorienter l'économie chinoise vers la consommation, les services et le marché intérieur pour créer ce qu'il appelle une « nouvelle normalité », plus qualitative et plus durable. La croissance est sensiblement plus lente car tirée par le développement des services. Elle est inférieure à 7 % depuis 2015 et pourrait passer sous la barre des 6 % l'an prochain. Le processus de restructuration est encore loin d'être achevé, mais la mue s'opère pas à pas.

Le changement le plus spectaculaire concerne le commerce extérieur. Il précède la guerre commerciale engagée avec les États-Unis depuis un an. Les échanges extérieurs représentaient 49 % du PIB chinois en 2010 et 38 % en 2018, soit 11 points de moins. La part de la Chine dans les exportations mondiales plafonne depuis 2014 et le conflit avec les États-Unis se fait sentir en 2019 avec une stagnation des exportations chinoises au 1er semestre, au profit de l'Asie du Sud-Est vers laquelle se réorientent les chaînes de valeur. L'excédent des paiements courants chinois, qui avait culminé à 10% du PIB en 2007, a pratiquement disparu (0,4 % en 2018). Les autorités de Pékin ont par ailleurs pris la décision en 2016 de freiner l'investissement chinois à l'étranger, qui s'effondre notamment vers les pays développés.

La montée en puissance des services et de la consommation dans l'économie chinoise suit une trajectoire beaucoup plus lente. La part de la consommation privée était très faible en 2010, autour de 35 % du PIB. Elle s'approche de 40 % en 2018, ce qui reste très inférieur à la moyenne mondiale (elle est par exemple de 58 % en Inde). La part de l'investissement suit une évolution inverse et passe de 48 % du PIB en 2010 à 44 % aujourd'hui.

La part des services dans l'économie progresse lentement – 50 % du PIB en 2015, 52 % en 2018. En cause, des obstacles persistants au développement de la concurrence interne. L'internationalisation du yuan et l'ouverture financière de la Chine marquent le pas depuis 2015 lorsque les investisseurs étrangers cessent de parier sur une progression continue du taux de change. Le yuan ne représente pas plus de 1,8 % des transactions internationales en devises selon SWIFT, en recul depuis 2015. Sa part dans les réserves des banques centrales est équivalente. On est très loin d'une situation où la domination du dollar pourrait être mise en cause.

DEMAIN

La réorientation de l'économie chinoise va inexorablement conduire à un ralentissement progressif de la croissance. Les experts du FMI estiment que la Chine conserve des marges importantes de rattrapage économique. Mais celles-ci vont s'essouffler d'ici 10-15 ans lorsque le vieillissement de la population et le ralentissement de l'urbanisation vont freiner la dynamique actuelle. La Chine pourrait voir son potentiel de croissance passer sous la barre des 4 % dès 2030. Les dirigeants ont beaucoup à faire pour conserver le cap d'une croissance durable et d'un pays moderne et prospère.

Par Hubert Testard